

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Budget 2017-2018 – les économistes québécois présentent des recommandations au ministre des Finances du Québec

Québec, 8 février 2017 – L'Association des économistes québécois a transmis au ministre des Finances du Québec un avis dans lequel elle lui fait part de ses recommandations quant au contenu du budget 2017-2018 qui doit être déposé à l'Assemblée nationale au cours des prochaines semaines.

Dans son avis, l'Association prend acte de ce que la croissance future de l'économie du Québec sera plus faible que par le passé. Tout en l'invitant à poursuivre les démarches entreprises pour réformer la fiscalité, redresser les finances publiques et améliorer la gouvernance, l'Association estime que le gouvernement québécois devrait aussi porter une attention particulière à mieux préparer l'économie québécoise aux défis majeurs qui l'attendent au cours des prochaines années, soit notamment la diminution de la population active, les changements au contexte du commerce international et les effets des nouvelles technologies sur l'offre de biens et de services.

Prévenir les pénuries de main-d'oeuvre

S'appuyant sur un [sondage](#) effectué récemment auprès de ses membres et compte tenu des effets positifs de l'éducation sur la productivité et sur l'employabilité, l'Association invite le ministre des Finances à en faire une priorité devant guider l'allocation de ses disponibilités budgétaires. À cet égard, il importe de favoriser le développement des compétences aux fins de répondre adéquatement aux besoins futurs du marché du travail.

L'Association plaide aussi pour une meilleure intégration des immigrants au marché du travail. Ceux-ci affichent présentement un taux de chômage nettement plus élevés que celui des natifs, une situation qui s'expliquerait en partie par le manque de reconnaissance des diplômes, des compétences et de l'expérience de travail des immigrants, et par leur maîtrise parfois insuffisante de la langue de travail. Il y aurait donc lieu de mieux orchestrer et adapter les mesures et outils disponibles aux fins de corriger ces perceptions et ces lacunes.

Pour pallier la diminution de la population active, l'Association recommande enfin de poursuivre l'implantation de mesures incitant les travailleurs parvenus au début de la soixantaine à demeurer plus longtemps sur le marché du travail.

Aider les entreprises à passer à l'international et à prendre le virage numérique

Les entreprises québécoises font face à la menace de politiques protectionnistes de la part de l'administration américaine. En contrepartie, elles pourront tirer profit de l'Accord économique et commercial global (AECG) en voie d'être ratifié par le Canada et l'Union européenne. Cet

accord confèrera au Canada et au Québec un avantage concurrentiel sur les États-Unis et cela pourrait se traduire en gains majeurs si les entreprises savent en tirer profit.

Par ailleurs, les entreprises québécoises doivent prendre le virage numérique si elles veulent tirer leur épingle du jeu face à la concurrence mondiale. Or, plusieurs études indiquent qu'elles ont pris du retard face à l'essor du commerce en ligne et qu'elles investissent trop peu dans les technologies de l'information et des communications.

Face à ces enjeux majeurs, l'Association recommande que le gouvernement ajuste ses programmes et ses ressources en vue d'inciter davantage et de mieux aider les entreprises québécoises à tirer parti des occasions de croissance offertes par le commerce international et le virage numérique.

Le texte complet de l'avis de l'Association peut être consulté à l'adresse :

<http://www.economistesquebecois.com/files/documents/6v/82/v-3-f-vrier-b.pdf>

CONTACT

Bernard Barrucco, directeur général
Association des économistes québécois
418 663 6613